

2001 : les livraisons françaises d'armement les plus faibles depuis trente ans.

Le débat stratégique du mois de septembre 2001 annonçait, sur la base des données douanières connues à ce moment, un recul des livraisons françaises d'armement pour l'année 2000 et une stagnation à ce niveau bas pour l'année 2001. Ceci a été confirmé par le rapport au parlement sur les exportations d'armements ¹ qui indique que les livraisons françaises se sont montées à 2,7 milliards d'euros en l'an 2000. Ce montant est en monnaie constante encore légèrement inférieur au creux historique de 1994 et est le plus faible enregistré depuis 1971.

Ce faible niveau se constatera encore pour l'année 2001 puisque les données douanières disponibles en janvier 2002 et portant sur les onze premiers mois de l'année indiquent pour cette période des livraisons se montant à 1,67 milliards d'euros contre 1,79 pour la même période de l'année 2000. On peut donc s'attendre à un montant 2001 de livraisons encore plus faible que le montant 2000.² Cependant, les importations sont à un niveau un peu moins élevé que les importations 2000 (0,55 milliards d'euros contre 0,69 pour les onze premiers mois de l'année), le solde 2001 devrait donc être légèrement supérieur au solde 2000 (1,33 milliards d'euros).

Ce mouvement de baisse du montant des livraisons depuis le pic de 1997 (6,79 milliards d'euros constants 2000) est la conséquence de la contraction des commandes depuis le montant élevé de 1992 (7,80 milliards d'euros constants 2000) jusqu'au creux de 1996 (3,08 milliards d'euros constants 2000). La reprise des commandes à partir de 1997 devrait amorcer pour l'année 2002 un mouvement de remontée des livraisons qui ne sera cependant véritablement marqué qu'à partir de 2003.

Jean-paul Hébert

¹ Ministère de la défense, *Rapport au parlement sur les exportations d'armement de la France en 2000*, 61 pages, décembre 2001, Dicod.

² Sur les différences méthodologiques et les rapports entre les données douanières et les données DGA, voir les précédentes livraisons du débat stratégique sur ce sujet.